

PROTECTION DE L'ENFANCE

- Lorsqu'elles sont commises par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions.

L'infraction définie à l'article 225-16-1 est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende lorsqu'elle est commise sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur.



A cartoon illustration featuring two simple, round characters. The character on the left is white with a single hair curl, wearing green pants and shoes, and is holding a blue ball. The character on the right is green with a single hair curl, wearing white pants and shoes, and is holding a yellow ball. Between them is a large, green circle with a white border and a white minus sign in the center. Above the characters, the text "TOUCHE PAS À MON CORPS!" is written in a playful, hand-drawn font.



La protection des enfants est essentielle, celle des encadrants aussi.



www.colosseauxpiedsdargile.org

LES 11 COMMANDEMENTS DES COLOSSES

CETTE CHARTE A ÉTÉ ÉLABORÉE À PARTIR DE SITUATIONS RÉELLES.
ELLE PROTÈGE AUTANT L'ENFANT QUE L'ÉDUCATEUR
ET ÉVITE DES SITUATIONS QUI SERAIENT MAL INTERPRÉTÉES.



1. Tu instaureras un tchek comme salut avec les enfants.

Ex : Faire la bise aux enfants renvoie au milieu familial, ce qui permet à un adulte de verrouiller plus facilement la parole d'un enfant.



2. Tu ne prendras aucune douche avec les enfants.

Ex : Situation qui peut être mal interprétée en cas de présence d'un adulte dans les douches avec les enfants. Risque de fausses allégations.



3. Tu laisseras un enfant se doucher chez lui s'il ne sait pas se laver tout seul ou tu lui mimeras les gestes.

Ex : Respecter et mettre une distance par rapport à la nudité de l'enfant.



4. Tu laisseras les portes du vestiaire closes.

Ex : Des clichés pris de l'extérieur du vestiaire par des prédateurs se sont retrouvés sur des sites pédopornographiques. Des voyeurs peuvent également être présents autour des vestiaires.



5. Tu limiteras l'accès aux vestiaires seulement aux éducateurs et aux parents sollicités.

Ex : Évite la fréquentation des vestiaires par des personnes non autorisées.



6. Tout parent entrant dans le vestiaire s'occupe de son enfant et de ceux dont il a la charge. Tu devras au préalable avoir été informé de cette responsabilité.

Ex : Être vigilant aux personnes présentes dans les vestiaires.



7. Tu ne devras jamais te trouver seul avec un enfant dans tout endroit clos.

Ex : Risque de fausses allégations en cas d'isolement avec l'enfant même en cas de soins. Toujours être en présence de minimum 2 adultes.



8. Le droit à l'image oblige les écoles de sport à faire signer une autorisation parentale.

C'est la structure qui a le droit à l'image et non toi, en tant qu'éducateur.

Ex : Risques de propagation des photos sur les réseaux sociaux et sur des sites pédopornographiques.



9. Lors de déplacements et de covoiturages, les jeunes licenciés devront se trouver à l'arrière du véhicule.

Ex : Respecter et mettre une distance par rapport à l'enfant.



10. Tu devras instaurer un point de départ et de dépose en cas de covoiturage avec les enfants.

Ex : Instaurer un cadre strict pour les déplacements des jeunes licenciés afin de responsabiliser les parents. Le rôle de l'entraîneur est d'entraîner, et non d'être un chauffeur ou une nounou.



11. Tu devras toujours mettre en copie les parents lors d'un contact par SMS ou MAIL avec les jeunes licenciés afin d'éviter toute ambiguïté.

Ex : Manipulation et chantage sont possibles via des applications mobiles (Périscope, Facebook, Instagram, Snapchat,...)

LE PROTOCOLE D'INTERVENTION

LE CHANGEMENT DE COMPORTEMENT D'UN ENFANT PEUT CACHER
D'AUTRES TRAUMATISMES (BIZUTAGE, MALTRAITANCE...)

JE CONSTATE



De façon régulière des marques suspectes sur son corps (hématomes, rougeurs, etc.).



Un changement soudain et inhabituel du comportement (exemple : un enfant calme qui se montre tout à coup agressif envers les autres...).



Un isolement soudain, un discours suicidaire, une démotivation totale (désinvestissement du projet sportif, isolement du groupe...).



Une forte anxiété (peurs, pipis sur soi, comportements autodestructeurs...) .



Un changement brutal de physique (prise ou perte excessive de poids).



Une crainte inhabituelle vis-à-vis de certains adultes, lieux, un refus de se dévêtir ou une tendance à trop se vêtir.

AVANT D'AGIR, IDENTIFIER LA PERSONNE DE CONFIANCE DE L'ENFANT
AU SEIN DE LA STRUCTURE

J'AGIS

si je suis identifiée comme la personne de confiance



Je m'assure en interne que ces marques ne sont pas liées aux entraînements.



Je demande à l'enfant d'où elles viennent.



Je demande au reste de l'équipe si la même chose a été constatée.



Je demande à l'enfant pourquoi cette nouvelle attitude.



J'interroge l'enfant sur ce qui le rend triste.



J'avertis immédiatement les parents, si ce ne sont pas les agresseurs. Le cas échéant, j'établis un signalement.



Je regarde en interne si l'enfant n'a pas eu de problème avec quelqu'un.



Je demande à l'enfant si quelque chose le perturbe dans le club.

JE RECOIS LA PAROLE DE L'ENFANT



Je maîtrise mes émotions : ne pas dramatiser, ne pas minimiser la situation.



Je félicite l'enfant pour ses révélations, son courage et je le remercie pour sa confiance.



Je ne mets jamais en doute la parole de l'enfant même si les révélations me semblent floues ou incroyables...



Je rappelle à l'enfant qu'il n'est pas coupable mais bien victime et que ce n'est pas à lui d'avoir honte.



L'enquête doit être uniquement diligentée par des professionnels afin de ne pas nuire à son bon déroulement et il ne faut pas prévenir l'agresseur des dires de l'enfant.

COMMENT SIGNALER

Un écrit mentionnant

» Les coordonnées de la personne qui signale et de la victime mineure.

» Un descriptif circonstancié des faits sans apporter des jugements de valeur.

» Transmettre un exemplaire au CRIP et/ou au Procureur de la République et à sa hiérarchie.

A QUI SIGNALER

Protection administrative

DDCS Dir. Dép. Cohésion Sociale

Conseil Départemental

Services de l'ASE – PMI – 119

CRIP

Protection judiciaire

Procureur de la République

Police

Gendarmerie